



Plan priorité jeunesse : 3 ans après, les associations dressent leur bilan

Trois ans après le lancement du plan priorité jeunesse, un collectif d'organisations de jeunes, de jeunesse, d'éducation populaire et d'insertion dressent le bilan d'une politique gouvernementale qui ne répond que partiellement aux besoins et aspirations des jeunes.

Alors que se tient le Comité interministériel de la jeunesse ce 3 juillet, ces organisations ont rassemblé leur expertise et leur évaluation du plan priorité jeunesse dans un **rapport alternatif**.

Alors que la jeunesse était la priorité du quinquennat, **elles rappellent l'urgence de la situation** :

- **23%** des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté en France
- Parmi les 18/34 ans résidant chez leurs parents, 50 % ont un emploi précaire, contre 36 % en moyenne dans l'Union Européenne
- Entre 1,5 et 1,9 million de jeunes ni en emploi, ni en formation, ni scolarisés en France (« NEET »)
- Les jeunes consacrent 18,7 % de leurs ressources à se loger, contre 10 % pour l'ensemble de la population
- **30%** des jeunes interrogés déclarent ne pas avoir de complémentaire santé ou ne pas savoir s'ils en ont une
- **140 000** jeunes sortent du système scolaire chaque année sans diplôme

Ces organisations font des propositions pour une politique publique cohérente, ambitieuse et interministérielle qui permette aux jeunes de **s'inscrire dans un projet de société**.

Cette société doit enfin les considérer, les entendre, leur donner la possibilité de faire des choix et les moyens de les réaliser.

Ces organisations attendent des orientations de ce comité interministériel de la jeunesse et de leur mise en œuvre qu'elles prennent en compte ces propositions pour une politique à la hauteur des enjeux.

A l'initiative de : ANACEJ, CNAJEP, FFJ, FNARS, JOC, UNHAJ, UNML